

# HistoLivre

Numéro 25

Mars 2021

3 euros

BULLETIN DE L'INSTITUT **CGT** D'HISTOIRE SOCIALE DU LIVRE PARISIEN



02

L'ÉDITORIAL

PAR **XAVIER HIRSCH**

PUB : LA SOCIALE

03-04

*SOUVENIR* : GÉRARD FILOCHE

05

*INTERNATIONALISME* : NOUMÉA : SOLIDARITÉ

PAR **PATRICK PINCELOUP**

06

*HISTOLIVRE* RELIÉ, DANS LA BIBLIOTHÈQUE

07

PUB ET BON DE COMMANDE

08-09

ITINÉRAIRE : VIE DE CORRECTRICE

PAR **MURIEL RUFFAULT**

10

L'AFP. UNE LONGUE BATAILLE...

PAR **PATRICK KAMENKA**

11

MAI 68 A L'IN

12-13

PAR **RAYMOND LALLEMAND**

ET **GÉRARD LEROUVILLOIS**

14-15

*LIRE* : LA CENSURE, HIER ET AUJOURD'HUI

PAR **MARC NORGUEZ**

16

ACTIVITÉS 2020

17

*VOIR* : LE CRIME DE MONSIEUR LANGE

PAR **DANIEL LÉGEROT**

18

*PORTRAIT DE MILITANT* : ANDRÉ MARTINEZ

19

PAR **DANIEL LÉGEROT**

*CHAIX* : HISTOIRE DE PIGEON

PAR **CHRISTIAN BEAUVAIS**

20

GUERRE D'ALGÉRIE - 1958

21

PAR **PIERRE GOMBIA**

*CHANSON*

PAR **JEAN-FRANÇOIS BLANDIN**

22

*L'ARGOT DES TYPOGRAPHERS*

PAR **MICHEL GOISLARD**

23

CONSEIL D'ADMINISTRATION

COTISATIONS ANNUELLES 2021

24

NOS NOUVELLES BROCHURES

le personnel, contre le Plan Pigeat. L'un des successeurs de Jean Marin résumera le courant de pensée des années 80 en lançant la fameuse formule: « *Adapt or die* », alors que dès 1976 l'AFP avait pris les tournants de l'informatisation en échange du départ des ouvriers de transmission du Livre... et plus tard de la création du service photo international.

Au fil du temps, le poids de la presse au sein du CA va être contre-productif en raison de la position de clients-patrons de l'agence bloquant les développements et s'en prenant à la masse salariale du personnel et aux emplois pour équilibrer les comptes sans vouloir contribuer à la hauteur des services rendus par l'agence. Les concentrations des médias et l'apparition peu à peu d'oligarques à la tête de grands groupes médiatiques fera le reste. L'agence n'est plus leur souci. Sous la présidence de Jean Marin, les finances avaient été assurées par une augmentation des tarifs des abonnements au-dessus de l'inflation, d'autant que 60 % du budget de l'agence provenait des pouvoirs publics, contre seulement 15 % pour la presse ....

Les tentatives de réduire la portée du statut et les pressions sur l'agence vont s'amplifier. La crise sous l'ère Pigeat est symbolique des luttes internes entre direction, presse et État : l'agence fait face à un déficit majeur au moment des festivités du 150<sup>e</sup> anniversaire de l'agence Havas. Réponse de la direction :



300 suppressions d'emploi et des mesures de décentralisation. Toutefois, la plus vive mise en cause du statut survient en 1999 sous la présidence d'Éric Giully – mis en place par le gouvernement socialiste – qui projette un plan de partenariat stratégique assorti d'une refondation de l'AFP en société anonyme. Sous la pression syndicale, le PDG est remercié par Matignon, qui ne veut pas d'un nouveau conflit dans les médias. Mais bientôt, les hommes en noir de Bercy imposeront un

contrat d'objectifs et de moyens (COM) pour faire de la masse salariale une variable d'ajustement...

Désormais, les tirs se concentrent sur l'AFP à deux niveaux : au plan national et au niveau européen. Une plainte (22 février 2010) d'une agence de presse allemande, DAPD, auprès de la Commission de Bruxelles accuse l'agence française de concurrence déloyale en raison des achats des services par l'État,

# Lire

## La censure, hier et aujourd'hui

Jean-Yves Mollier écrit que « *la censure est un phénomène universel et un phénix toujours renaissant* ».

Professeur émérite à l'université de Versailles - Saint-Quentin-en-Yvelines, historien spécialiste de l'édition contemporaine, du livre et de l'écrit, Jean-Yves Mollier a rédigé un livre court et d'une brûlante actualité : *Interdiction de publier*, aux éditions Double Ponctuation. On pourrait presque dire un livre militant.

En faisant appel à l'histoire, à son érudition et à sa parfaite connaissance du milieu, l'auteur dresse un tableau précis de l'ampleur et l'actualité de la censure du livre dans le monde. Un monde de l'édition qui se heurte, sans surprise, à quatre grands types d'interdits et de barrières : religieux, politiques, moraux et économiques.

Bien souvent, ces catégories s'additionnent pour empêcher la recherche, la création, la contestation, le rêve ou l'expression du besoin d'être reconnu.

Dans son essai d'histoire comparée intitulé *De la censure*, Gallimard, 2014, Robert Darnton revient en détail sur trois périodes et lieux de censure des écrits : la France du XVIII<sup>e</sup> siècle – son terrain de prédilection –, l'Empire britannique en Inde et l'ancienne République démocratique allemande.

Trois contextes différents, mais dans chacun Anastasie – madame la Censure – est en action pour interdire les textes et emprisonner les auteurs.

Dans la France de l'Ancien Régime, on ne conteste pas les privilèges ni ne critique les privilégiés : le monde est fait ainsi. Sur le sous-continent Indien, il ne peut exister de revendication nationale : nous sommes tous d'heureux sujets de la Couronne britannique. En RDA, le parti des ouvriers étant au pouvoir, il ne peut pas y avoir d'état d'âme ou de critiques : on avance dans la joie vers le bonheur.

Là comme ailleurs, le mensonge, même tenu par des chaînes, finit par s'effondrer et la possibilité de dire, d'écrire et de publier réapparaît. Il faut, certes, en profiter largement, mais surtout se prémunir contre toutes les formes que que prendre son retour.

À certaines époques, et dans de multiples endroits, les hommes pensaient en être libérés définitivement.

Et la censure est revenue ; insidieuse d'abord, puis officielle ensuite quand des idées intolérantes sont portées par des hommes ou brutalement lorsqu'elle vient avec le bruit des bottes ou des chenilles des chars.

jugés comme une subvention faussant la règle de l'UE en matière de concurrence.

Dans la foulée, Michel Françaix (PS) est chargé d'un projet de modernisation de la presse qui va conduire à la modification du statut de l'agence. Sous l'ère du nouveau PDG Emmanuel Hoog, la proposition est soumise au Parlement et adoptée par le Sénat le 2 avril 2015. Les modifications visent à améliorer la gouvernance de l'Agence par un allongement du mandat de son PDG de trois à cinq ans et un renforcement de son Conseil supérieur et de son conseil d'administration. La loi impose au conseil d'administration une diminution des représentants de la presse française dont le nombre passe de huit à cinq membres et l'arrivée de cinq personnalités qualifiées nommées par le Conseil supérieur, mais aussi d'un troisième représentant du personnel (deuxième journaliste). La notion de mission d'intérêt général (MIG) sera désormais statutaire.

Au-delà des questions de gouvernance, cinquante-huit ans après son adoption, le statut est désormais amoindri dans sa lettre et son esprit. Le nouveau texte prévoit ainsi que l'entreprise pourra être dissoute « en cas de cessation des paiements ».

N'en déplaise à ses détracteurs, le statut de l'agence établissait un délicat équilibre entre indépendance et mission de service public, traduisant la volonté des fondateurs de

l'agence de doter la France d'un organe de presse indépendant capable de rivaliser avec les agences anglo-saxonnes et de diffuser dans le monde une autre vision de l'actualité.

Les menaces sur l'indépendance de l'agence vont s'intensifier avec « l'élection » en 2018 de Fabrice Fries, le nouveau PDG, propulsé place de la Bourse sous l'impulsion de l'Élysée.

Jade Azzouz Montané conclut son mémoire en ces termes prémonitoires : « Si l'AFP reste un acteur majeur dans le domaine de l'information mondiale et qu'elle n'est pas aux mains d'un groupe industriel ou d'un milliardaire, la vigilance reste une priorité car son avenir se jouera sur sa capacité à demeurer essentielle dans un monde dominé par le sensationnel et les dérives mercantiles. »

En 2019, à l'occasion du 75<sup>e</sup> anniversaire de la libération de l'agence (1944), plusieurs dizaines d'anciens de l'agence publient une déclaration pour s'inquiéter de la situation place de la Bourse après l'arrivée de Fabrice Fries, un homme venant de Publicis.

Selon eux : « Aujourd'hui, soixante-quinze ans après la création de l'AFP, le plan du PDG Fabrice Fries, installé par le pouvoir politique, engage l'agence sur une voie aux antipodes de l'action libératrice des journalistes résistants de 1944. »

**PATRICK KAMENKA**

1. *AFP – Une histoire de l'Agence France-Presse (1944-1990)*, Jean Huteau et Bernard Ullmann (éditions Robert Laffont).
2. *Op. cit.* J. Huteau et B. Ullmann.
3. *Le Monde en direct, de Charles-Louis Havas à l'AFP, deux siècles d'histoire*, Xavier Baron (collection Cahiers libres).
4. *Op. cit.* X. Baron.
5. *Op. cit.* J. Huteau et B. Ullmann.
6. *Op. cit.* J. Huteau et B. Ullmann.

Pour cela, il faut la combattre sans rémission ni complaisance avec ceux qui s'estiment atteints par ce qu'écrivent ou dessinent d'autres, même si ces publications nous semblent abjectes.

C'est donc vrai que, comme le phénix, la censure dure longtemps et semble se reproduire éternellement.

Mais le phénix était un oiseau merveilleux et unique ; or, la censure est laide et multiple. C'est plutôt à l'hydre à neuf têtes qui vivait dans un marécage qu'il faudrait la comparer.

Et pour l'anéantir, il faut la force et l'ingéniosité d'Héraclès.

**MARC NORGUEZ**

